

Guerre des langues

La riposte s'organise après la suppression du français

Les élèves thurgoviens n'apprendront plus la langue de Molière qu'à partir du secondaire. Berne pourrait intervenir pour faire respecter le compromis sur les langues

L'essentiel

- **Décision** En Thurgovie, seul l'anglais sera enseigné aux petits
- **Arguments** Des motifs pédagogiques justifient le choix
- **Riposte** Un changement de la loi fédérale est à l'étude

Gabriel Sassoon Frauenfeld

Les mises en garde du conseiller fédéral Alain Berset n'y auront rien fait. Le Département de la formation de Thurgovie a annoncé hier à Frauenfeld qu'il rayait définitivement le français des branches enseignées à l'école primaire. Dès la rentrée 2018, la langue de Molière ne sera plus dispensée qu'à partir du cycle secondaire. Cette modification s'inscrit dans le cadre du nouveau plan d'études thurgovien, mis en consultation jusqu'à fin juin.

C'est une motion du parlement cantonal, approuvée en août 2014 par 71 voix contre 49, qui a scellé le sort du *Frühfranzösisch*. Soutenus par le corps enseignant, les dépositaires estiment que les élèves sont surchargés par l'apprentissage de deux langues à l'école primaire. Actuellement, les Thurgoviens suivent deux heures de cours de français par semaine à partir de la 5e Harmo5 et deux heures d'anglais dès la 3e. A l'avenir, le nombre de périodes de français sera intensifié dès la 7e à raison de cinq heures par semaine. La langue de Shakespeare reste, elle, au programme dès la 3e.

«Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une bonne solution», lance Monika Knill. Grâce à une heure de cours par jour au secondaire et au renforcement du programme d'échanges, la ministre UDC de l'Education assure que les objectifs scolaires fixés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique (CDIP) seront atteints: les élèves thurgoviens maîtriseront aussi bien la langue de Molière que leurs voisins allemands. Elle défend un projet qu'elle avait combattu lors du vote au Grand Conseil, craignant que son canton ne se retrouve isolé. Secrétaire général du Département de la formation, Paul Roth concède qu'il aurait été préférable d'attendre encore quelques années avant de repousser l'enseignement du français, afin d'examiner les résultats d'études sur la question. «Mais nous sommes liés par la décision du parlement.»

Cohésion nationale en danger

Si l'annonce était attendue, elle attise la guerre des langues qui fait rage dans le pays. «Cette décision est inadmissible, fustige le conseiller national valaisan Mathias Reynard (PS). Elle viole la Constitution, qui prévoit que les cantons doivent harmoniser leurs programmes scolaires.» L'élu se dit «choqué» par cette attaque frontale à la cohésion nationale. «La Thurgovie met en péril l'équilibre de la Suisse, dont le plurilinguisme est un fondement essentiel. Le Canton fait preuve d'arrogance face aux minorités linguistiques. En Suisse romande, on fait l'effort d'apprendre l'allemand dès la 3e, comme première langue étrangère.» Selon le compromis sur les langues, deux idiomes étrangers doivent être dispensés en primaire, le premier en 3e, le second en 5e. La Thurgovie ayant franchi la ligne rouge, les conséquences ne se feront pas atten-



Langues nationales
L'apprentissage précoce du français sera supprimé dès la rentrée 2018 en Thurgovie.
GAETAN BALLY/KEYSTONE

«Ce ne sont pas deux heures de cours de français en moins qui vont mettre la cohésion nationale en péril»



Monika Knill
Ministre UDC de l'Education (TG)

dre, annonce le Bâlois Christoph Eymann (PLR), président de la CDIP. Le conseiller fédéral Alain Berset l'a répété à plusieurs reprises: il est essentiel qu'une deuxième langue nationale soit enseignée dès l'école primaire. Face au cas thurgovien et aux aspirations similaires d'autres cantons, le ministre socialiste a demandé à la CDIP de trouver une solution. Selon Christoph Eymann, les chances de faire reculer la Thurgovie sont très minces. «Il y a une alliance solide autour du projet. Il est donc probable que la Confédération intervienne.»

La solution pour contraindre les cantons récalcitrants? Introduire dans la loi fédérale sur les langues l'obligation d'enseigner une deuxième langue nationale en primaire. «La compétence en matière scolaire relève d'habitude des cantons, mais,

sur une question aussi essentielle, la Confédération se doit d'agir, plaide Mathias Reynard. La Constitution le lui permet.»

Monika Knill ne déposera pas les armes aussi facilement. La ministre prévient qu'elle combattrait une attaque à la souveraineté cantonale. Elle se défend par ailleurs de porter atteinte à la cohésion nationale. «Celle-ci ne repose pas sur deux heures de cours de français!» Initiatrice de la motion devant le Grand Conseil thurgovien, la conseillère nationale UDC Verena Herzog balaie aussi cet argument «alibi»: «Les Thurgoviens maîtriseront mieux le français grâce à ce programme.» Pour Christoph Eymann, la question n'est pas là. «Ce n'est pas parce que des élèves ont des difficultés en français qu'on peut passer outre au compromis sur les langues.»

Tour d'horizon

Glaris a déjà décidé, en novembre 2015, de repousser l'apprentissage du français au niveau secondaire. Le Conseil d'Etat glaronais est allé plus loin que le thurgovien, puisque les leçons de la langue de Molière sont également devenues optionnelles. Seul l'anglais est obligatoire jusqu'à la fin de la scolarité. **A Zurich**, une initiative lancée par les enseignants zurichois vient d'aboutir. Le texte exige que seule une langue étrangère soit enseignée à l'école primaire. La question du choix entre le français ou l'anglais est laissée ouverte. **A Lucerne**, les enseignants ont également fait aboutir une initiative similaire à celle de Zurich. Elle sera soumise au peuple en 2017. D'autres initiatives, lancées par divers comités, sont en cours de récolte de signatures **à Bâle-Campagne, à Saint-Gall et à Soleure.**

En Argovie, le Canton n'a pas encore introduit le Lehrplan 21. Aujourd'hui, le français est enseigné dès la sixième classe. Le Canton compte commencer les cours plus tôt lors de l'introduction du plan d'études, en 2020. C'est l'un des aspects qui a motivé le lancement et l'aboutissement d'une initiative qui s'oppose à l'intégralité du Lehrplan. La votation aura lieu en février 2017.

En Appenzel Rhodes-Intérieures, le Canton est l'un des seuls qui n'a jamais participé au compromis sur les langues. Le français est enseigné dès l'école secondaire. Le Canton ne compte pas changer sa pratique après l'introduction du Lehrplan 21.

Uri et les Grisons partagent tous deux une situation particulière en raison de leur proximité avec le Tessin. Suivant les régions, les élèves entament l'apprentissage d'une langue étrangère dès la cinquième, puis d'une deuxième en septième. Les Grisons, qui doivent aussi composer avec le romanche, voulaient également repousser l'apprentissage d'un idiome. L'initiative a été invalidée. **L.M.T**

Röstigraben de perception

● Les titres romands et allemands de Tamedia ont sondé les lecteurs de leurs sites Internet pour connaître leur opinion sur l'apprentissage des langues nationales à l'école primaire.

En Suisse romande, 321 lecteurs de *24 heures* et de la *Tribune de Genève* y ont participé. Leur attachement à l'apprentissage des langues nationales est très clair: 71% jugent que l'enseignement obligatoire du français dans les écoles allemandes est absolument nécessaire, tandis que seuls 9,3% estiment le contraire. Quelque 73% des sondés plébiscitent une intervention du conseiller fédéral en charge du Département de l'intérieur, Alain Berset, auprès des cantons (13,7% non et plutôt non). Les cours d'allemand sont jugés importants et indispensables par 86,9% des lecteurs romands interrogés. Des avis qui ne s'accordent pas forcément avec le niveau de maîtrise de la langue. Quelque 43,9% des sondés

évaluent leur maîtrise de l'allemand de «bonne» à «très bonne». Ils sont 28,3% à se juger «moyens», 27,7% à s'avouer «mauvais» et «très mauvais».

De l'autre côté de la Sarine, les 1956 lecteurs du *Tages-Anzeiger* et du *Bund* offrent des réponses plus contrastées. Ils sont 53,8% à juger que le français devrait rester obligatoire dans les écoles allemandes, alors que 27,4% s'y opposent et que 18,3% sont plutôt contre. L'opposition est plus forte concernant l'éventualité d'une intervention d'Alain Berset, avec 50,9% d'avis défavorables (30,9% ont voté oui et 16,8% plutôt oui). Seulement 51,9% estiment que l'apprentissage des langues nationales est une composante essentielle de la cohésion nationale.

La majorité des lecteurs allemands se donnent une bonne note en français: 58% s'estiment bons, voire très bons. 30,6% de mauvais à très mauvais. **L.M.T**

PUBLICITÉ

24heures Partenaire média

MIGROS BCV vaudoise

ATTENTION
DERNIER DÉLAI
D'INSCRIPTION
AU 10 AVRIL

J-8

20 KM
DE LAUSANNE

SAMEDI 23
DIMANCHE 24
AVRIL 2016

Laufanno fere LATEX SPORTXX switcher